自由中国运动 · Free China Movement

T015｜L'existence de partis d'opposition entraîne-t-elle nécessairement la division nationale ?

Myths T015 · v1.0 ｜ 2026-11-22

© 2026 Free China Movement

https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/fr-myths-t015-lexistence-de-partis-dopposition-entraine-t-elle-necessairement-la-division-nationale/

contact@freechina.live

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

1. L'affirmation, exposée loyalement

L'argument se présente ainsi. Laissez exister un parti d'opposition, et le pays se divise en camps hostiles. Les élections cessent d'être des concours sur les politiques pour devenir des batailles à somme nulle sur qui « nous » sommes. Les perdants refusent d'accepter le résultat, les griefs se durcissent, et tôt ou tard un parti qui perd aux urnes tend vers la séparation. Selon ce point de vue, un parti unique au pouvoir avec des partenaires consultatifs n'est pas un défaut mais une sauvegarde.

Ce n'est pas un homme de paille. C'est le raisonnement officiel du gouvernement chinois lui-même, exposé dans le livre blanc de 2021 qui sert de référence à cet essai. Le livre blanc avertit que dans les systèmes de partis à l'ancienne, « lorsqu'ils prennent des décisions et exercent la gouvernance, les partis politiques agissent dans leurs propres intérêts ou dans les intérêts des classes, des régions et des groupes qu'ils représentent, s'accrochent obstinément à leurs propres idées et écartent les dissidents, divisant ainsi la société ». Cette phrase mérite d'être prise au sérieux. La question est de savoir si elle prouve ce qu'on lui fait souvent prouver — que l'*existence* de partis d'opposition *entraîne nécessairement* la division nationale. Ce n'est pas le cas.

2. Trois choses qu'il ne faut pas confondre

Le mythe fonctionne en confondant trois choses différentes en un seul mot, « division ».

La compétition partisane est une lutte pour un mandat à l'intérieur de règles convenues : les partis se font concurrence, l'un gagne, le perdant accepte le résultat et essaie à nouveau. *L'identité nationale* est la question de savoir qui appartient à la communauté politique et à quelles conditions. *Le conflit territorial* est un différend sur les frontières, la souveraineté ou la sécession, souvent soutenu par la force.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

Ces trois éléments peuvent coïncider, mais aucun n'implique les autres. Un parti peut se battre férocement pour un mandat sans remettre en question l'identité nationale du tout. Un différend identitaire peut brûler férocement dans un pays sans parti d'opposition légal, car interdire les partis n'interdit pas les identités. Et les conflits territoriaux — ceux qui brisent réellement les États — sont généralement provoqués par la force armée, l'effondrement de l'autorité centrale ou le redécoupage des empires, et non par un banc d'opposition au parlement. Si nous ne gardons pas ces trois éléments séparés, chaque querelle devient une preuve du mythe, et le mythe devient infalsifiable.

3. Ce que le livre blanc lui-même dit réellement

La source principale de ce sujet est le livre blanc du Bureau d'information du Conseil des affaires d'État de juin 2021, *China's Political Party System: Cooperation and Consultation*. « Il existe de nombreux types de systèmes de partis politiques dans le monde, et il n'existe pas un seul système qui soit bon pour tous les pays. » Et le système qu'il décrit n'est pas un système à parti unique au sens strict : « en plus du PCC, il existe huit autres partis politiques » — le Comité révolutionnaire du Kuomintang chinois, la Ligue démocratique de Chine, et six autres — ainsi que des personnalités éminentes sans affiliation partisane. Selon les mots du Préambule, « le PCC exerce le pouvoir d'État et les autres partis participent pleinement à l'administration des affaires de l'État sous la direction du PCC ».

Le raisonnement du livre blanc repose sur deux affirmations, qui pointent dans des directions opposées. La première est l'avertissement cité ci-dessus : la compétition multipartite peut être destructrice. La seconde est une concession que ses auteurs énoncent plainement : leur système est conçu pour « atténuer efficacement les risques d'un contrôle insuffisant dans un régime à parti unique, et les problèmes de rotation du pouvoir et de compétition destructrice entre plusieurs partis politiques ». En d'autres termes, le récit officiel lui-même nomme *deux* risques — le

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

risque d'une compétition sans règles, et le risque d'un pouvoir sans contrôle — et présente son système comme un équilibre entre eux. Si l'absence d'opposition suffisait à l'unité, il n'y aurait pas de second risque à atténuer.

4. Premier cas : Taïwan — la compétition s'est intensifiée, le corps politique ne s'est pas divisé

Le test le plus fort est un cas où des partis d'opposition sont apparus au sein d'une culture politique chinoise, se sont livré une concurrence acharnée et ont pris le pouvoir à plusieurs reprises. Taïwan est ce cas, et son bilan est exposé en détail dans CCE-114, « Que signifie l'existence de partis d'opposition pour la santé politique ? », que cet essai cite plutôt que de répéter.

Le Parti démocrate progressiste a été fondé le 28 septembre 1986, alors que la loi martiale était encore en vigueur. Taïwan a tenu sa première élection présidentielle directe en 1996. En 2000, le candidat du DPP a remporté la présidence — un transfert pacifique quatorze ans après la fondation du parti — et le pouvoir a alterné depuis : 2000, 2008, 2016, et un gouvernement divisé en 2024. La compétition partisane à Taïwan a été intense, parfois âpre, et menée ouvertement. Le corps politique ne s'est pas divisé.

Deux réserves gardent ce cas honnête. Premièrement, le différend sur le statut non résolu de Taïwan est antérieur au DPP de plusieurs décennies et persiste aujourd'hui ; c'est une question d'identité nationale et de souveraineté, et non un produit de la compétition partisane. C'est précisément la distinction sur laquelle cet essai insiste. Deuxièmement, la présence de partis d'opposition n'a pas en soi garanti la qualité démocratique — un point que CCE-114 développe à travers le concept d'autoritarisme compétitif : des élections plus des partis d'opposition, sur un terrain profondément inégal, ne s'additionnent pas pour faire une démocratie.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

5. Deuxième cas : l'Écosse — un parti séparatiste qui a concouru, perdu et accepté

Si Taïwan éprouve la question de savoir si la compétition divise un corps politique, l'Écosse éprouve la version plus difficile : que se passe-t-il lorsque le parti d'opposition *est lui-même* un parti séparatiste, dont l'objectif déclaré est l'indépendance ?

Le Parti national écossais, fondé en 1934, a remporté la majorité au Parlement écossais en 2011 en promettant de tenir un référendum sur l'indépendance. En vertu de l'Accord d'Édimbourg du 15 octobre 2012 entre les gouvernements écossais et britannique, le vote a eu lieu le 18 septembre 2014. La participation a été de 84,6 pour cent. Le résultat a été de 55,3 pour cent contre l'indépendance et de 44,7 pour cent en faveur. Le chef du SNP a reconnu sa défaite le jour même, déclarant que l'Écosse avait « décidé à la majorité de ne pas devenir à ce stade un pays indépendant » et qu'il acceptait « ce verdict du peuple ». Sept mois plus tard, le SNP a remporté 56 des 59 sièges de l'Écosse au Parlement britannique — et le Royaume-Uni est resté intact.

L'Écosse est l'image miroir du mythe : un parti cherchant ouvertement la séparation a concouru, perdu lors d'un vote légal, accepté le résultat et continué à concourir. Ce qui a maintenu le pays ensemble, ce n'est pas l'absence d'un parti séparatiste, mais la présence d'une procédure convenue : un vote légal, une question claire, et des perdants qui ont accepté le résultat. Les dissolutions violentes du XXe siècle, en revanche, ont été provoquées par des conflits territoriaux armés et l'effondrement de l'autorité centrale — des conditions dans lesquelles l'absence de partis d'opposition n'a rien fait pour empêcher la scission.

6. Là où l'autre camp a raison

Rien de tout cela ne montre que les partis d'opposition sont inoffensifs ; l'avertissement du livre blanc est réel. La compétition *peut* être destructrice : lorsque les partis traitent chaque élection comme

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

existentielle, que les perdants refusent d'accepter les résultats, que les campagnes se mènent sur l'identité plutôt que sur les politiques, et que les vainqueurs utilisent la victoire pour exclure leurs adversaires, la division s'approfondit. La mise en garde de CCE-114 s'applique : compter les partis ne suffit pas ; ce qui compte, c'est si les perdants peuvent réellement gagner la prochaine fois.

Mais remarquez ce que cette concession établit réellement. Elle établit qu'une compétition *non réglementée et à somme nulle* peut aggraver la division — et non que l'existence de partis d'opposition l'entraîne nécessairement. La ligne de démarcation est institutionnelle : les perdants peuvent-ils accepter la défaite parce qu'ils s'attendent à un prochain tour équitable ? Les vainqueurs peuvent-ils être écartés ? Existe-t-il une voie légale pour les questions d'identité — un référendum, un processus constitutionnel — afin qu'elles n'aient pas à être réglées par la force ?

7. Conclusion : une meilleure question

« L'existence de partis d'opposition entraîne-t-elle nécessairement la division nationale ? » Non — le mot « nécessairement » fait tout le travail dans cette phrase, et le bilan ne l'appuie pas. Le livre blanc décrit un système contenant huit autres partis et met en garde contre *à la fois* la compétition non réglementée et le pouvoir sans contrôle. Taïwan montre que la compétition partisane s'intensifie sans que le corps politique se divise. L'Écosse montre que même un parti séparatiste concourt, perd légalement et accepte le résultat.

La meilleure question n'est donc pas de savoir si des partis d'opposition existent, mais selon quelles règles ils se font concurrence. Trois questions appliquent la distinction : un parti d'opposition peut-il s'enregistrer et se présenter légalement aux élections ? S'il gagne, peut-il prendre le pouvoir — et s'il perd, accepte-t-il le résultat ? Et lorsque le différend porte sur l'identité ou le territoire plutôt que sur un mandat,

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

existe-t-il une procédure légale pour le trancher ? Répondez oui aux trois, et un pays peut avoir des partis d'opposition sans division nationale ; répondez non, et il connaîtra la division avec ou sans eux.

Renvoi CCE

Ce sujet chevauche directement **CCE-114, « Que signifie l'existence de partis d'opposition pour la santé politique ? »**, qui distingue les partis d'opposition, les partis hors du pouvoir et les partis participants, et éprouve les fonctions des partis d'opposition à l'aune des cas de Taïwan (1986-2024), du livre blanc de la RPC de 2021 et de la tentative d'enregistrement du Parti de la démocratie de Chine en 1998. Les lecteurs doivent consulter CCE-114 pour ce traitement plus complet ; cet essai le cite et ne le duplique pas.

- CCE-114 (édition EN canonique, vérifiée en ligne le 2026-11-20) : https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/en-cce-114-opposition-parties-political-health/

Sources

1. Bureau d'information du Conseil des affaires d'État, *China's Political Party System: Cooperation and Consultation* (juin 2021) — page d'atterrissage du texte intégral : http://english.scio.gov.cn/m/whitepapers/2021-06/25/content_77587473.htm ; Préambule : http://english.scio.gov.cn/whitepapers/2021-06/25/content_77587473_2.htm ; Section IV : http://english.scio.gov.cn/whitepapers/2021-06/25/content_77587473_6.htm — toutes lues en ligne le 2026-11-20. Chaque citation de cet essai a été vérifiée mot à mot par rapport à ces pages.
2. CCE-114, « Que signifie l'existence de partis d'opposition pour la santé politique ? » — édition EN canonique (voir le renvoi CCE ci-dessus), lue en ligne le 2026-11-20. Les dates relatives à Taïwan et le point sur l'autoritarisme compétitif sont cités à partir de cet article.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

3. Référendum écossais sur l'indépendance de 2014 — résultat (Non 55,3 %, Oui 44,7 %), participation 84,6 %, Accord d'Édimbourg du 15 octobre 2012, majorité du SNP en 2011 : Yale Macmillan Center, « SNP falls short of a majority in Scottish election but aiming for independence referendum », https://macmillan.yale.edu/stories/snp-falls-short-majority-scottish-election-aiming-independence-referendum ; corroboré par IFES Election Guide, https://electionguide.org/elections/id/204/?'report_type=custom — les deux récupérés le 2026-11-20.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live